

Note d'information économique – COVID-19 – 19 mai 2020

I. Mesures économiques de soutien / enjeux commerciaux

- **Larry Kudlow, directeur du National Economic Council, suggère de temporairement diviser par deux le taux de l'impôt sur les sociétés – de 21% à 10,5% – appliqué aux entreprises qui décideraient de localiser leur production aux États-Unis.** Il précise qu'il s'agit seulement d'une idée évoquée et qu'aucune décision n'a été prise par l'exécutif à ce stade. Une autre piste étant l'utilisation des moyens financiers de la DFC, la nouvelle agence de financement du développement, afin de soutenir les entreprises domestiques et d'attirer les entreprises situées à l'étranger.
- **Le 19 mai, l'administration américaine a passé un contrat de 354 M USD sur quatre ans avec Phlow, une nouvelle entreprise située en Virginie, pour produire aux États-Unis des principes actifs et des médicaments génériques.** Une option existe pour prolonger ce contrat jusqu'à dix ans pour 812 M USD. Selon Peter Navarro, ce contrat est un « tournant » qui montre la volonté américaine de « *relocaliser sa production pharmaceutique et son approvisionnement* ».
- **Jerome Powell, président de la Fed, exhorte de nouveau le Congrès à amplifier le soutien apporté par la politique budgétaire pour éviter une récession prolongée.** À l'occasion d'une interview dans l'émission *60 minutes* sur CBS le dimanche 17 mai, le président de la Fed a dit craindre que l'augmentation du chômage et la lente reprise ne mette en péril la croissance à long terme de l'économie américaine, notamment en provoquant des faillites évitables. Il a donc vivement encouragé la Fed à renforcer les mesures déjà mises en place afin de limiter l'impact du choc économique, soulignant que les dommages d'une récession prolongée surpassaient largement le risque associé à une augmentation de la dette publique. Interrogé sur la forme de la reprise économique, J. Powell a indiqué ne pas attendre de retour à la normale tant qu'un vaccin ne serait pas disponible.
- **Jerome Powell et Steven Mnuchin ont indiqué que les programmes de prêt aux entreprises de taille intermédiaire (*Main Street Lending Program*), d'achat de dette publique et de prêt syndiqués sur le marché primaire (*Primary Market Credit Facility*) et aux collectivités locales (*Municipal Liquidity Facility*) devraient débiter leur activité à la fin du mois de mai.** Le président de la Fed et le secrétaire au Trésor étaient auditionnés par la commission bancaire du Sénat sur la mise en œuvre des différents volets du plan de relance (CARES Act). A la demande des parlementaires, J. Powell a réitéré et développé son appel à un soutien budgétaire plus affirmé (cf. *supra*)
- Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, a déclaré que l'administration travaillait à **modifier les règles du Paycheck Protection Programme (PPP) afin de donner aux PME plus de temps et de flexibilité pour dépenser les fonds alloués.** Il s'agit d'une demande fortement poussée, notamment, par l'organisation représentative du secteur de la restauration.

- Le dernier rapport publié par la *Small Business Administration* sur **les engagements dans le cadre du programme PPP (au 16 mai) fait état de 513 Md USD alloués à 4,4 millions de bénéficiaires** (soit près de 80% de l'enveloppe totale disponible pour le PPP). Le volume moyen d'un prêt est de 118 000 USD.
- **La *Small Business Administration* a en outre publié des précisions ce jour concernant les filiales d'entreprises étrangères aux Etats-Unis**, confirmant que tous les salariés – y compris les salariés de structures affiliées dont la résidence principale n'est pas aux USA – doivent être comptabilisés pour déterminer l'éligibilité ou non d'une organisation au PPP. La SBA précise en outre que cette règle n'est pas rétroactive pour les entreprises qui ont fait une demande de PPP avant cette date.

II. Impact économique et financier

- **Le Congressional Budget Office a publié ses prévisions économiques actualisées.** Le CBO anticipe désormais une contraction du PIB de 11,2 % au 2^{ème} trimestre (-37,7 % en rythme annualisé) qui serait suivie d'un rebond de 5 % et 2,5 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. La prévision pour l'année 2020 est globalement inchangée, à savoir une baisse de l'activité de 5,6 %. Le CBO prévoit en revanche un rebond plus affirmé en 2021, de 4,2 % (contre +2,5 % précédemment). Le taux de chômage culminerait à une moyenne de 15,8 % au 3^{ème} trimestre avant de refluer très progressivement. Les prix reculeraient au 2^{ème} trimestre avant de progresser à un rythme proche de 1,5 % jusqu'en fin d'année 2021.
- **L'indice mensuel de production industrielle publié vendredi par la Réserve fédérale montre une chute de 11,2% en avril** (soit la plus forte contraction mensuelle enregistrée en 101 ans, d'après la Fed). La production manufacturière a enregistré une baisse de 13,7% sur un mois, dont 70% de baisse pour la production de voitures, de camions et de pièces automobiles et 20% de baisse pour la production de pièces pour le secteur des transports et de l'aérospatial. **L'industrie américaine a fonctionné à 64,9% de sa capacité le mois dernier.**

III. Impact sectoriel / entreprises

- **Uber annonce la suppression de 3 000 emplois supplémentaires, après une première annonce de suppression de 3 700 postes la semaine dernière.** Au total, le groupe réduit de 25% le nombre de ses salariés, principalement aux Etats-Unis. Les négociations relatives au rapprochement d'Uber Eats avec son concurrent sur la livraison alimentaire GrubHub ne seraient pas affectées, selon des informations communiquées par le Wall Street Journal.
- **Le leader américain de la distribution alimentaire Walmart annonce, malgré ses bons résultats, qu'il ne publiera pas de prévisions pour l'exercice 2021, au regard des incertitudes sur l'évolution économique globale et son impact sur l'activité du groupe.** Walmart a indiqué avoir procédé au recrutement temporaire de 235 000 salariés supplémentaires pour faire face à la hausse de la demande constatée depuis le début de la pandémie aux Etats-Unis.